

En préambule, le comité SPVal s'étonne de devoir répondre aux questions des journalistes sur des résultats qui ne leur ont pas été communiqués officiellement par le DFS. Avant de répondre, les représentants des enseignants doivent d'abord demander aux médias des informations sur le contenu de la conférence.

Une nouvelle fois, nous constatons que le Département choisit de communiquer d'abord avec les médias avant d'informer les acteurs de l'école.

Sur la base des documents fournis par les médias, nous livrons une analyse sommaire et partielle des conclusions présentées.

Résultats prévisibles

« ...la moitié estime qu'elles se sont péjorées... » (extrait du communiqué du DFS)

Parlant du ressenti des enseignants face à leurs conditions de travail, les conclusions livrent un résultat fort prévisible correspondant à l'orientation du questionnaire. Nous constatons donc que le 50% des 37% des enseignants qui ont répondu, soit 18,5% des personnes actives sur le terrain, ont affirmé que leurs conditions de travail sont moins bonnes qu'autrefois. Nous ne savons pas si, dans les répondants, il y a des enseignants qui viennent de débiter leur activité et pour qui la question n'avait aucun sens. A la réception du questionnaire, construit sans consultation des associations, nous avons émis des réserves sur le caractère peu scientifique de celui-ci. (Voir les résultats de l'analyse commandée par la FMEP jointe à ce communiqué.)

Pour résumer ce point, nous dirons qu'à la réception du questionnaire en août 2013, lorsque nous avons lu la première question :

« Comment ont évolué vos conditions de travail ces dernières années ? »

réponses à choix : *amélioration stabilité péjoration*

puis la deuxième question : *« S'il y a eu péjoration, quelles en sont selon vous les causes principales et que proposez-vous pour y remédier ? »*

nous avons assez vite compris de quel côté de la balance pencherait le résultat.

PER : les délégués SPVal l'avaient dit à M. Freysinger à Evionnaz en juin 2013

« Les problèmes cités les plus souvent sont les excès de tâches administratives et les introductions précipitées des moyens d'enseignements liés au PER et au LEHRPLAN 21. » (extrait du communiqué du DFS)

Il nous plaît de retrouver dans les conclusions, le thème d'une résolution votée à notre assemblée d'Evionnaz. Le titre en était *« Pour un échéancier raisonnable dans la mise en application du PER »*. Le DFS a répondu à cette résolution par une lettre qui ne satisfaisait pas les signataires. (Les deux documents sont disponibles sur spval.ch.) Nous sommes donc dans l'attente de démarches supplémentaires qui seront mises en place après l'analyse des réponses au questionnaire.

Par contre, nous nous étonnons que des remarques négatives aient pu être formulées sur l'introduction précipitée du Lehrplan 21 dans le Haut-Valais, le plan d'études alémanique n'ayant pas encore été introduit.

Effectifs : les délégués SPVal l'avaient également dit à M. Freysinger à Evionnaz en juin 2013

« Une amélioration de la situation passe selon eux par une augmentation de l'aide extérieure ou par une diminution des effectifs. » (extrait du communiqué du DFS)

L'analyse des résultats du questionnaire « Mesures particulières » nous donne également un motif de satisfaction. Une autre résolution votée à Evionnaz traitait des effectifs de classe. La réponse du DFS était moins encourageante puisqu'on nous disait qu'une diminution des effectifs n'était financièrement pas réalisable. (Les deux documents sont également disponibles sur spval.ch.) Depuis, des mesures d'économies ont encore aggravé le problème. L'analyse des résultats du questionnaire aura-t-elle une influence sur les coupes proposées ? Nous nous réjouissons d'une telle issue !

Ce que les résultats ne disent pas selon les documents qui nous sont parvenus :

De très nombreux collègues nous ont affirmé avoir proposé, dans le champ qui terminait le questionnaire, une meilleure collaboration avec les associations d'enseignants. Ce point ne semble pas être digne d'être relevé par le DFS.

Nous sommes également surpris qu'aucune remarque concernant l'enseignement des langues étrangères ne soit ressortie des réponses au questionnaire.

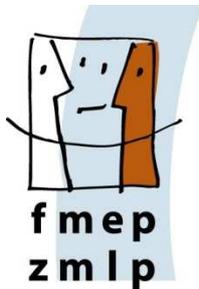
Quelles conséquences sur les mesures d'économies ?

Le comité SPVal pense qu'une bonne organisation de l'école passe par une saine collaboration entre tous les acteurs du monde pédagogique. Le questionnement individuel n'est pas une bonne piste pour relever des problèmes ou chercher des solutions. Le caractère émotionnel des réponses postées dans l'anonymat ou sous le coup de déceptions ou de colère ne permet pas de s'élever pour voir plus loin que le guidon.

Seule une vision d'ensemble permet d'isoler les véritables problèmes et d'envisager des solutions satisfaisantes pour tous. Répondre dans l'immédiat à celui qui crie le plus fort ne constitue pas une saine pratique de la gouvernance.

Il serait d'ailleurs intéressant de savoir si les mêmes questions posées aujourd'hui aux enseignants victimes des mesures d'économies trouveraient le même écho dans les réponses. **De même, nous nous demandons quelles répercussions concrètes les résultats du questionnaire auront sur les mesures d'économie proposées.**

Comité SPVal, Martigny, le 20 février 2014



QUESTIONNAIRE RELATIONS ECOLES – DÉPARTEMENT

Appréciation demandée le 13 août 2013 par la FMEP

Réponse reçue le 14 août 2013

Après lecture attentive du document que vous m'avez soumis, mon jugement général est qu'il s'agit d'un travail qui n'a strictement aucune valeur scientifique, vraisemblablement fait par une personne totalement inexpérimentée en matière de conception de questionnaire. Les résultats seront très probablement inutilisables ou alors orientés, car ils se fonderont sur des questions ouvertes, doubles, imprécises dont le traitement ne pourra être assuré avec rigueur. En outre, comme aucune question ne permet de caractériser le répondant (sexe, taux d'activité, statut, ancienneté, etc.), ce questionnaire n'autorise aucune nuance, ne permet pas de voir si l'échantillon final des participant-e-s est représentatif ou non de l'univers de référence (caractéristiques en termes de sexe, d'âge, d'ancienneté, de statut de l'ensemble des enseignant-e-s concerné-e-s), ni si des perceptions différentes existent (ce qui est plus que probable) parmi les participant-e-s. Pour les détails, j'ai inclus quelques commentaires directement dans le questionnaire (voir pièce jointe).

Dominique Gros

*Ancien directeur de la filiale
romande de l'institut IPSO*